

ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO

RESTRICTED

GPA/W/225

12 de diciembre de 2002

(02-6865)

Comité de Contratación Pública

Original: inglés/
francés

ENMIENDAS AL APÉNDICE I DE SUIZA

Notificación de Suiza de conformidad con el apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV del ACP¹

El 6 de diciembre de 2002 se recibió de la Misión Permanente de Suiza la siguiente comunicación, con el ruego de que se distribuya a las Partes en el Acuerdo sobre Contratación Pública (1994).

Tengo el honor de dirigirme a usted en relación con las enmiendas al Apéndice I del Acuerdo sobre Contratación Pública resultantes del acuerdo concertado entre Suiza y las Comunidades Europeas, Islandia y Noruega. El artículo XXIV del Acuerdo contiene las disposiciones relativas a su entrada en vigor y, de conformidad con el apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV, por la presente comunico a usted las enmiendas introducidas en el Anexo 2 y las Notas Generales de Suiza que figuran en el Apéndice I del Acuerdo.

Las enmiendas propuestas se basan en el Acuerdo entre la Comunidad Europea y la Confederación Suiza sobre determinados aspectos relacionados con la contratación pública y la revisión del Convenio de la Asociación Europea de Libre Comercio, que entraron en vigor el 1º de junio de 2002.

En este contexto, Suiza ha acordado liberalizar la contratación de autoridades y organismos públicos al nivel de ciudades y distritos con la Comunidad Europea, Noruega, Islandia y Liechtenstein, añadiendo en el Acuerdo un nuevo punto 3 en el Anexo 2 del Apéndice I en el apartado "lista de entidades". Suiza ha añadido además un nuevo inciso en la Nota General 1, ya que el nuevo punto 3 del Anexo 2 del Apéndice I no se aplicará a los demás Miembros.

Por su parte, la Comunidad Europea, Noruega e Islandia han acordado eliminar a Suiza de su Nota General 2 en el Apéndice I del Acuerdo por lo que se refiere a la no aplicación del artículo XX del Acuerdo a los proveedores de bienes y servicios suizos a la hora de impugnar la concesión de contratos por entidades enumeradas en el párrafo 2 del Anexo 2 (organismos de derecho público).

¹ El apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV establece lo siguiente: "Las rectificaciones, transferencias o enmiendas de otro tipo de carácter puramente formal o menores surtirán efecto a condición de que en un plazo de 30 días no se presente objeción a ellas. De no ser así, el Presidente del Comité convocará prontamente una reunión del Comité. El Comité examinará la propuesta y las posibles demandas de arreglos compensatorios, con el fin de mantener un equilibrio de derechos y obligaciones y un nivel comparable del alcance mutuamente convenido previsto en el presente Acuerdo antes de la notificación de que se trate. En caso de que no se llegue a un acuerdo, podrá llevarse adelante la cuestión con arreglo a las disposiciones del artículo XXII."

De conformidad con el entendimiento alcanzado con la delegación de la Comunidad Europea y los Gobiernos de Islandia y Noruega, las delegaciones de la Comunidad Europea, Islandia y Noruega presentarán comunicaciones paralelas.

El apéndice A del presente documento contiene las enmiendas propuestas al Anexo 2 y a las Notas Generales en color rojo y tachado, y el apéndice B contiene el Anexo 2 y las Notas Generales revisados después de la aceptación de las enmiendas propuestas.²

² Ambos apéndices figuran únicamente en el idioma original.

ANNEX

MODIFICATIONS TO SWITZERLAND'S APPENDIX I TO THE AGREEMENT ON GOVERNMENT PROCUREMENT

Pursuant to Article XXIV, paragraph 6(a) of the Agreement on Government Procurement, the Government of Switzerland submits to the Committee on Government Procurement the following modification to the Swiss Annex 2 and General Notes in Appendix I of the Agreement:

1. Insert in Annex 2, under the "liste des entités", the following point after point 2:

"3. Les autorités et organismes publics du niveau des districts et des communes."
2. Insert a new alinea after the first alinea in the Swiss General Note 1 with the following content:

"en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 3 de l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services des Etats-Unis d'Amérique; d'Israël; du Japon; de la Corée; de Hong Kong, Chine; de Singapour; et d'Aruba".

ATTACHMENT A

ANNEXE 2

*Entités des gouvernements sous-centraux¹ qui passent des marchés
conformément aux dispositions du présent accord*

Fournitures	<i>Valeur de seuil:</i>	200 000 DTS
Services (spécifiés à l'Annexe 4)	<i>Valeur de seuil:</i>	200 000 DTS
Services de construction (spécifiés à l'Annexe 5)	<i>Valeur de seuil:</i>	5 000 000 DTS

Liste des entités²

1. Les autorités publiques cantonales
2. Les organismes de droit public établis au niveau cantonal n'ayant pas un caractère commercial ou industriel
3. Les autorités et organismes publics du niveau des districts et des communes

Liste des cantons suisses:

Appenzell (Rhodes Intérieures/Extérieures)

Argovie

Bâle (Ville/Campagne)

Berne

Fribourg

Glaris

Genève

Grisons

Jura

Neuchâtel

¹ C'est-à-dire les gouvernements cantonaux selon la terminologie suisse

² Pour autant que les cantons passent des marchés de produits de défense dans le cadre d'une délégation de compétence du Département militaire fédéral: voir liste des matériels civils de la défense et de la protection civile en annexe

APPENDIX I	SWITZERLAND	ANNEX 2	<i>French</i>	Page 2/2
------------	-------------	---------	---------------	----------

Lucerne

Schaffhouse

Schwyz

Soleure

St Gall

Tessin

Thurgovie

Vaud

Valais

Unterwald (Nidwald/Obwald)

Uri

Zoug

Zurich

Note relative à l'Annexe 2

Le présent accord ne s'applique pas aux marchés passés par des entités mentionnées dans cette annexe et portant sur des activités dans les secteurs de l'eau potable, de l'énergie, des transports ou des télécommunications.

NOTES GENERALES ET DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS
DE L'ARTICLE III

1. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord:
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 3 de l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services des Etats-Unis d'Amérique; d'Israël; du Japon; de la Corée; de Hong Kong, Chine; de Singapour; et d'Aruba;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 3 dans les secteurs suivants:
 - eau: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Singapour;
 - électricité: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, du Japon et du Singapour;
 - aéroports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, de la Corée et des Etats-Unis d'Amérique;
 - ports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - transports urbains: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, d'Israël, du Japon, de la Corée et des Etats-Unis d'Amérique;

tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés;

 - aux fournisseurs de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, les marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 et concernant les catégories de services visées aux Annexes 4 et 5.

2. Les dispositions de l'Article XX ne sont pas applicables aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
 - Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les organismes mentionnés à l'Annexe 2, chiffre 2, tant que la Suisse n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités des gouvernements sous-centraux;
 - Japon, Corée et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés à un fournisseur de produits ou de services d'autres Parties au présent accord, lorsque ledit fournisseur est une entreprise petite ou moyenne au sens

APPENDIX I	SWITZERLAND	GENERAL NOTES	French	Page 2/2
------------	-------------	------------------	--------	----------

du droit suisse, tant que la Suisse n'aura pas constaté que ces pays n'appliquent plus de mesures discriminatoires pour favoriser certaines petites entreprises nationales ou certaines entreprises nationales détenues par les minorités;

- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication par des entités suisses de marchés dont la valeur est inférieure au seuil appliqué à la même catégorie de marchés par lesdites Parties.
3. Tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent l'accès de leurs marchés aux fournisseurs suisses de produits et de services suisses, elle n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
- Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant des n° 36, 70 et 74 de la FSC (machines industrielles spéciales; matériel d'informatique général, logiciel, fournitures et matériel auxiliaire (sauf 7010: Configurations d'équipement de traitement automatique des données); machines de bureau, matériel de bureautique et d'informatique de bureau;
 - Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant du n° 58 de la FSC (matériel de communications, matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent) et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les équipements de contrôle du trafic aérien;
 - Corée et Israël en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'Annexe 3, chiffre 2 pour les produits relevant des n° 8504, 8535, 8537 et 8544 du SH (transformateurs électriques, prises de courant, interrupteurs et câbles isolés); Israël, en ce qui concerne les produits relevant des n° 8501, 8536 et 902830 du SH;
 - Canada et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les marchés de fournitures et de services entrant dans le cadre de marchés qui, tout en étant passés par une entité relevant du champ d'application du présent accord, ne sont pas eux-mêmes soumis à ce dernier.
4. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés passés en vertu:
- d'un accord international et portant sur la réalisation ou l'exploitation en commun d'un ouvrage par les Etats signataires;
 - de la procédure spécifique d'une organisation internationale.
5. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés de produits agricoles passés en application de programmes de soutien à l'agriculture ou de programmes d'aide alimentaire.
6. Les engagements pris par la Suisse dans le domaine des services au titre du présent accord sont limités aux engagements initiaux spécifiés dans l'offre finale suisse présentée dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services.

ATTACHMENT B

ANNEXE 2

*Entités des gouvernements sous-centraux¹ qui passent des marchés
conformément aux dispositions du présent accord*

Fournitures	<i>Valeur de seuil:</i>	200 000 DTS
Services (spécifiés à l'Annexe 4)	<i>Valeur de seuil:</i>	200 000 DTS
Services de construction (spécifiés à l'Annexe 5)	<i>Valeur de seuil:</i>	5 000 000 DTS

Liste des entités²

1. Les autorités publiques cantonales
2. Les organismes de droit public établis au niveau cantonal n'ayant pas un caractère commercial ou industriel
3. Les autorités et organismes publics du niveau des districts et des communes

Liste des cantons suisses:

Appenzell (Rhodes Intérieures/Extérieures)

Argovie

Bâle (Ville/Campagne)

Berne

Fribourg

Glaris

Genève

Grisons

Jura

Neuchâtel

¹ C'est-à-dire les gouvernements cantonaux selon la terminologie suisse

² Pour autant que les cantons passent des marchés de produits de défense dans le cadre d'une délégation de compétence du Département militaire fédéral: voir liste des matériels civils de la défense et de la protection civile en annexe

APPENDIX I	SWITZERLAND	ANNEX 2	<i>French</i>	Page 2/2
------------	-------------	---------	---------------	----------

Lucerne

Schaffhouse

Schwyz

Soleure

St Gall

Tessin

Thurgovie

Vaud

Valais

Unterwald (Nidwald/Obwald)

Uri

Zoug

Zurich

Note relative à l'Annexe 2

Le présent accord ne s'applique pas aux marchés passés par des entités mentionnées dans cette annexe et portant sur des activités dans les secteurs de l'eau potable, de l'énergie, des transports ou des télécommunications.

NOTES GENERALES ET DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS
DE L'ARTICLE III

1. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord:

- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 3 de l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services des Etats-Unis d'Amérique; d'Israël; du Japon; de la Corée; de Hong Kong, Chine; de Singapour; et d'Aruba;
- en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 3 dans les secteurs suivants:
 - eau: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Singapour;
 - électricité: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, du Japon et du Singapour;
 - aéroports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, de la Corée et des Etats-Unis d'Amérique;
 - ports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - transports urbains: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, d'Israël, du Japon, de la Corée et des Etats-Unis d'Amérique;

tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés;

- aux fournisseurs de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, les marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 et concernant les catégories de services visées aux Annexes 4 et 5.

2. Les dispositions de l'Article XX ne sont pas applicables aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:

- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les organismes mentionnés à l'Annexe 2, chiffre 2, tant que la Suisse n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités des gouvernements sous-centraux;
- Japon, Corée et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés à un fournisseur de produits ou de services d'autres Parties au présent accord, lorsque ledit fournisseur est une entreprise petite ou moyenne au sens

... 2003 (WT/Let/...)

du droit suisse, tant que la Suisse n'aura pas constaté que ces pays n'appliquent plus de mesures discriminatoires pour favoriser certaines petites entreprises nationales ou certaines entreprises nationales détenues par les minorités;

- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication par des entités suisses de marchés dont la valeur est inférieure au seuil appliqué à la même catégorie de marchés par lesdites Parties.
3. Tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent l'accès de leurs marchés aux fournisseurs suisses de produits et de services suisses, elle n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
- Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant des n° 36, 70 et 74 de la FSC (machines industrielles spéciales; matériel d'informatique général, logiciel, fournitures et matériel auxiliaire (sauf 7010: Configurations d'équipement de traitement automatique des données); machines de bureau, matériel de bureautique et d'informatique de bureau;
 - Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant du n° 58 de la FSC (matériel de communications, matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent) et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les équipements de contrôle du trafic aérien;
 - Corée et Israël en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'Annexe 3, chiffre 2 pour les produits relevant des n° 8504, 8535, 8537 et 8544 du SH (transformateurs électriques, prises de courant, interrupteurs et câbles isolés); Israël, en ce qui concerne les produits relevant des n° 8501, 8536 et 902830 du SH;
 - Canada et Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne les marchés de fournitures et de services entrant dans le cadre de marchés qui, tout en étant passés par une entité relevant du champ d'application du présent accord, ne sont pas eux-mêmes soumis à ce dernier.
4. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés passés en vertu:
- d'un accord international et portant sur la réalisation ou l'exploitation en commun d'un ouvrage par les Etats signataires;
 - de la procédure spécifique d'une organisation internationale.
5. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés de produits agricoles passés en application de programmes de soutien à l'agriculture ou de programmes d'aide alimentaire.
6. Les engagements pris par la Suisse dans le domaine des services au titre du présent accord sont limités aux engagements initiaux spécifiés dans l'offre finale suisse présentée dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services.